

International

IRAN : ÉLECTION OU NOMINATION PRÉSIDENTIELLE ?

Farid Vahid

10/06/2021

À quelques jours du scrutin présidentiel en Iran, Farid Vahid, directeur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, rappelle l'importance du taux de participation – pour le régime et pour le résultat des réformistes – mais également du poids grandissant et déterminant du Conseil des gardiens de la Constitution. Farid Vahid analyse également pourquoi ce Conseil a empêché la candidature de tout réformiste, au risque de provoquer une faible participation et contredire l'intérêt du régime pour une mobilisation électorale forte.

Le 18 juin prochain aura lieu en Iran la treizième élection présidentielle de l'histoire de la République islamique d'Iran. Les élections présidentielles en Iran ont toujours été le moment fort de la dimension républicaine de la République islamique. Dans un pays où le chef de l'État (le guide de la Révolution), ou encore le chef du pouvoir judiciaire, ne sont pas élus au suffrage universel direct, l'élection du président de la République, qui est en réalité le chef de l'exécutif, est le moment où le peuple a un réel pouvoir démocratique. Si pour l'État iranien un taux de participation élevé aux élections présidentielles est indéniablement un indicateur de la popularité de la République islamique, de nombreux Iraniens ont vu ces élections comme une occasion pour dire « non » au chemin pris par les décideurs politiques. Hassan Rohani a été élu en 2013, puis réélu en 2017, car le peuple iranien ne voulait plus de la politique de Mahmoud Ahmadinejad qui avait mené à un isolement du pays sur la scène internationale et provoqué un régime de sanctions internationales à l'encontre de la population iranienne. Mohammad Khatami avait été élu en 1997 et réélu en 2001 car le pays aspirait à plus de liberté et à des réformes structurelles.

Le taux de participation aux élections présidentielles iraniennes a souvent été significatif : 73,03% en 2017, 72,94% en 2013, 85% en 2009, 59,76% au deuxième tour des élections de 2005, 66,77% en 2001, 79,92% en 1997, 50,66% en 1993, 54,59% en 1989, 54,78% en 1985, 74,26% en 1981, 64,24% en 1981 et 67,42% en 1980. En regardant plus attentivement les chiffres des deux dernières décennies, il peut être observé qu'à chaque fois que le taux de participation a été très élevé (2017, 2013, 2001 et 1997), c'est le candidat réformiste qui a gagné l'élection. Nous ne prenons bien évidemment pas en

considération la victoire controversée d'Ahmadinejad en 2009 face au candidat réformiste, Mir Hossein Moussavi. De plus, les réformistes ont toujours gagné les élections avec un écart considérable. Mohammad Khatami, leader du mouvement réformiste, obtient 69,09% des voix en 1997 et 76,90% en 2001. Hassan Rohani a également gagné les élections de 2013 et de 2017 dès le premier tour des élections.

Comment expliquer ce succès électoral du camp réformiste ? Premièrement, il ne faut pas oublier qu'une large partie des institutions de la République islamique est dans les mains de ceux que nous pouvons qualifier de conservateurs (plusieurs courants existent au sein même des conservateurs). Ces institutions dépendent directement du bureau du guide de la Révolution et ne rendent pas de comptes à l'exécutif iranien. Des gardiens de la révolution aux institutions culturelles, caritatives, économiques ou politiques, les conservateurs ont donc déjà un pouvoir considérable sur le pays. Les élections présidentielles, les élections du Parlement (*Majles*), les élections municipales ou encore les élections de l'Assemblée des experts (chargée de surveiller les actions du guide et de nommer le futur guide) sont donc un moyen pour la population iranienne de s'exprimer et d'essayer d'équilibrer l'ordre politique. Encore faut-il que les élections soient libres et démocratiques. Or, ce n'est pas tout à fait le cas. Un organe de la République islamique a pris de plus en plus de pouvoir et d'influence durant ces trois dernières décennies et joue un rôle fondamental dans chaque élection iranienne : le Conseil des gardiens de la Constitution. Ce conseil, doté de douze membres (six *faqih*, spécialistes de la jurisprudence islamique et six juristes), a entre autres la responsabilité de valider la « compétence » des candidats aux différentes élections (exceptées les municipales). Cela signifie que sans l'accord de ce Conseil, nul ne peut se présenter à une quelconque élection nationale en Iran. Les six *faqih* du Conseil sont nommés directement par le guide de la Révolution et les six juristes sont proposés par le chef du pouvoir judiciaire au Parlement.

Malgré le « filtre » du Conseil des gardiens de la Constitution, il a toujours existé un choix lors des dernières élections présidentielles. Souvent, les élections présidentielles ont été un moment de polarisation de la société iranienne entre réformistes et conservateurs (encore une fois, ces deux termes restent vagues et un travail plus approfondi serait nécessaire afin de comprendre la sociologie des électeurs de ces deux camps). Une extrême polarisation a pu être observée en 2009, lors des élections qui ont opposé le président sortant Mahmoud Ahmadinejad à l'ancien Premier ministre, Mir Hossein Moussavi. Mais pour la première fois cette année, le Conseil des gardiens a décidé non seulement de ne valider la candidature d'aucune grande figure du mouvement réformiste, mais a également refusé la candidature d'un conservateur centriste comme Ali Larijani, président du Parlement iranien de 2008 à 2020. Alors que les responsables politiques iraniens ont toujours insisté sur la nécessité d'un taux participation élevé aux élections afin de montrer la légitimité démocratique de la République islamique, comment comprendre la stratégie du bureau

du guide et les prises de décision du Conseil des gardiens de la Constitution ? Pourquoi une partie des conservateurs semble ne plus accorder d'importance au taux de participation ? Est-ce que les réformistes avaient une réelle chance de gagner les élections du 18 juin 2021 ?

L'administration Trump a joué un rôle important et indéniable dans ce qui se passe en ce moment en Iran. Comme nous l'avons dit, Hassan Rohani est élu en 2013 avec la promesse de rompre avec la politique étrangère de son prédécesseur et de négocier avec les États-Unis afin de trouver un accord sur le dossier nucléaire iranien. Le JCPoA (*Joint Comprehensive Plan of Action*, appelé Accord de Vienne) est signé le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les pays du P5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne et l'Union européenne). Téhéran accepte alors de réduire de manière significative ses activités nucléaires en échange de la levée des sanctions économiques en lien avec le dossier nucléaire. Le gouvernement d'Hassan Rohani espère relancer l'économie iranienne grâce à une vague d'investissements étrangers et contrôler l'inflation, réduire le chômage et profiter d'une croissance économique importante. Les chiffres ont donné raison à Rohani. À la suite de la signature de l'accord nucléaire, l'année 2016/2017 a été une année de rebond pour l'Iran avec **12,5% de croissance du PIB** en volume. L'Iran avait certes besoin de réformes économiques structurelles, notamment dans le secteur bancaire ou encore pour sa politique fiscale, mais le pays était globalement sur le bon chemin. Si cette dynamique avait pu se poursuivre lors du deuxième mandat de Rohani, les réformistes et les modérés auraient été sans doute dans une position très favorable pour l'élection du 18 juin prochain. Or, la prise de fonction de Donald Trump le 20 janvier 2017 a radicalement changé la donne pour Rohani et son gouvernement. En adoptant la stratégie de « pression maximale » à l'égard de l'Iran, Donald Trump avait deux objectifs : soit un changement de régime, soit de nouvelles négociations avec Téhéran pour un accord plus global qui prendrait en compte l'influence régionale de l'Iran et sa puissance militaire. Si aucun de ces deux objectifs n'a été atteint, l'économie iranienne se trouve en revanche aujourd'hui dans une situation catastrophique. L'économie iranienne a subi **une contraction de 12%** au cours des deux années précédentes. S'ajoutant aux sanctions économiques américaines qui isolent et paralysent complètement l'économie iranienne, la pandémie de la Covid-19 a durement touché l'Iran avec environ 3 millions de personnes contaminées et 82 000 morts (selon les chiffres du gouvernement iranien). Le seul résultat concret de la stratégie iranienne de l'administration Trump a été l'affaiblissement des réformistes et des centristes en Iran et une reprise inquiétante de la part de Téhéran de ses activités nucléaires. En effet, l'Iran enrichit aujourd'hui son uranium en plus grande quantité et à un degré beaucoup plus élevé (60%) qu'avant la sortie des États-Unis du JCPoA (8 mai 2018).

Cela étant dit, les sanctions américaines et la Covid-19 ne sont pas les seules raisons pour lesquelles Rohani termine son mandat avec une faible popularité. La répression des manifestations

de novembre 2019 suite à l'augmentation du prix du carburant et le crash d'un avion ukrainien le 8 janvier 2020 ont profondément déçu ceux qui avaient voté pour Rohani. Même si le gouvernement n'était pas directement responsable de ces deux événements, les Iraniens attendaient une condamnation ferme de la part de Rohani et de ses ministres.

Alors pourquoi, malgré la déception et le mécontentement profond de la population, le Conseil des gardiens de la Constitution n'a-t-il pas validé la candidature des candidats réformistes et modérés ? La réponse à cette question se trouve dans un chiffre : 82. En effet, l'ayatollah Khamenei, l'actuel guide de la révolution, aura 82 ans dans quelques semaines. Ce qui veut dire que le futur président de la République pourra jouer un rôle considérable au moment de la succession du guide. Avec une très probable victoire à l'élection présidentielle du 18 juin, Ebrahim Raïssi, chef du pouvoir judiciaire depuis mars 2019, sera en bonne position pour succéder à l'ayatollah Khamenei. Ce religieux conservateur qui a fait carrière dans le système judiciaire de l'Iran après la révolution de 1979 bénéficie de la confiance d'une grande partie des conservateurs. Ebrahim Raïssi s'est présenté à l'élection de 2017 face à Hassan Rohani. Il a obtenu 15 835 794 de votes (38,28%) et a perdu l'élection dès le premier tour face à Hassan Rohani (57,14%). Une deuxième défaite de Raïssi aurait mis en difficulté ceux qui souhaitent le voir comme prochain guide. L'ayatollah Khamenei a été lui-même président de la République durant deux mandats avant d'être nommé par l'Assemblée des experts comme guide de la Révolution en juin 1989.

C'est dans ce contexte que le Conseil des gardiens de la Constitution a dû faire un choix entre une élection avec un taux de participation potentiellement élevé ou une élection avec une participation faible mais qui favorisera un candidat conservateur. Il y a encore quelques semaines, de nombreux partisans réformistes demandaient à Javad Zarif, l'actuel ministre des Affaires étrangères, de se présenter à l'élection présidentielle du 18 juin prochain. Javad Zarif est en effet très populaire au sein de l'électorat réformiste et pro-négociations avec l'Occident. En revanche, l'électorat conservateur n'a aucune estime pour ce dernier. Si à un moment, Javad Zarif a pensé se présenter à l'élection, la fuite d'un enregistrement confidentiel dans lequel Zarif critique certaines actions des gardiens de la révolution et du général Soleimani a été un coup fatal à cette hypothèse. Hassan Khomeiny, petit-fils du fondateur de la République islamique et figure importante parmi les réformistes, a quant à lui fait savoir que lors d'une réunion avec l'ayatollah Khamenei, il lui a été déconseillé de se porter candidat au scrutin présidentiel. L'abandon de Zarif ayant déjà découragé un grand nombre de militants réformistes, certains d'entre eux s'étaient résiliés à l'idée de voter soit pour le réformiste Eshaq Djahanguiri, l'actuel premier vice-président d'Hassan Rohani, soit pour le conservateur centriste Ali Larijani, ancien président du Parlement iranien. Mais si le rejet de la candidature de Djahanguiri par le Conseil des gardiens de la Constitution était prévisible, celui de Larijani est surprenant. Fils de l'ayatollah Mirza Hashem Amoli et neveu de l'ayatollah Abdollah

Javadi-Amoli, deux grandes figures du clergé chiite, il est né à Najaf, ville sainte chiite en Irak. Il a été, entre autres, membre des gardiens de la Révolution, ministre de la Culture, président de la radio-télévision, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale et président du Parlement. Un de ses frères, l'ayatollah Sadeq Amoli Larijani a été, de 2009 à 2019, le chef du pouvoir judiciaire en Iran. Ce dernier est actuellement un des six *faqīh* du Conseil des gardiens de la Constitution.

Le rejet de la candidature d'Ali Larijani reste donc incompréhensible pour de nombreux Iraniens. Selon certaines sources, le fait que la fille de ce dernier réside aux États-Unis a été une des raisons pour laquelle sa candidature a été refusée. Il représentait un dernier espoir pour de nombreux réformistes et centristes. Au moment de la ratification du JCPOA par le Parlement iranien, Larijani avait joué un rôle considérable. Pragmatique et moins idéologique que les autres conservateurs, il aurait pu être un danger pour les ultraconservateurs.

En validant la candidature de sept personnes, le Conseil des gardiens de la Constitution n'a pas voulu prendre de risque pour l'élection du 18 juin. Parmi les sept candidats, cinq se présentent comme conservateurs : Ebrahim Raïssi, Saïd Jalili, Mohsen Rezaï, Amir-Hossein Ghazizadeh Hashemi, et Alireza Zakani. Les deux autres candidats se présentent comme réformistes même si les partis réformistes ont pour le moment annoncé ne pas avoir de candidat pour l'élection du 18 juin. Il s'agit d'Abdolnaser Hemmati, économiste et gouverneur de la Banque centrale d'Iran, et de Mohsen Mehralizadeh.

Si Hemmati a plutôt été proche du parti des cadres de la construction et de l'ancien président de la République, Hachemi Rafsandjani, il tente aujourd'hui de se présenter comme un candidat réformiste face aux cinq candidats conservateurs. Les intentions de vote pour Hemmati ont augmenté durant ces derniers jours, mais sa victoire à l'élection présidentielle reste extrêmement peu probable à l'heure actuelle. En revanche, une montée de Hemmati peut éventuellement empêcher la victoire des conservateurs dès le premier tour. Surtout qu'Ebrahim Raïssi s'est montré très peu convaincant lors des deux premiers débats présidentiels et fait globalement une mauvaise campagne. Dans ce contexte, Saïd Jalili, diplomate conservateur et ancien secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, pourrait également « casser » le vote en faveur de Raïssi. Il est également probable que certains candidats se retirent juste avant l'élection en faveur de Raïssi.

À une semaine de l'élection présidentielle, la victoire des conservateurs semble évidente. L'électorat conservateur du pays votera largement pour Ebrahim Raïssi, même si Saïd Jalili monte dans les sondages. Les réformistes devront faire le choix entre l'abstention ou faire barrage à Raïssi en votant pour Hemmati, scénario très peu probable en raison de la déception profonde de

cette partie de la société iranienne. De plus, aucune des grandes figures des réformistes ou des partis politiques réformistes ou modérés n'ont pour le moment soutenu Hemmati. Le choix des opposants à la République islamique est également clair, ils ne voteront pas non plus.

Ce qui est sûr, c'est que les Iraniens et les Iraniennes montrent un intérêt très faible pour cette élection qui aura paradoxalement de lourdes conséquences pour l'Iran dans les prochaines années, mais aussi pour la région. Selon le dernier sondage de l'agence de sondage des étudiants iraniens (ISPA), le taux de participation à l'élection du 18 juin serait seulement de 38%. Un chiffre encore plus révélateur : seulement **30,7% des personnes de plus de 18 ans** auraient vu le premier débat présidentiel. Des chiffres nettement en baisse par rapport aux précédentes élections. Les deux premiers débats présidentiels illustrent également le niveau très faible des candidats et de leurs projets.

Cette situation inquiète de nombreux responsables et une grande partie des élites de la République islamique. Celle-ci avait pour idéal de synthétiser la légitimité divine (d'en haut) et la légitimité démocratique (d'en bas). Mais cette formule ne fait pas l'unanimité parmi les partisans de la République islamique. L'ayatollah Mohammad-Taqi Mesbah Yazdi (mort en janvier 2021) était le leader spirituel et intellectuel du courant ultraconservateur iranien. Selon lui, la légitimité du gouvernement islamique vient du ciel et non pas du peuple. Si les propos et les théories de Mesbah ont été largement critiqués, même par les conservateurs, force est de constater qu'une nouvelle génération de conservateurs de la République islamique a été grandement influencée par sa pensée. Si la participation élevée aux élections présidentielles a toujours été présentée comme un indicateur de légitimité démocratique du système, avec une abstention record, c'est cette légitimité qui sera mise en question par le peuple iranien.